

L'historien et sociologue Pierre Rosanvallon fait paraître au Seuil un essai dans lequel il décrypte les attentes, les colères et les peurs des Français à travers l'analyse des épreuves auxquelles ils sont confrontés. « Le Monde » en publie des extraits

« Aujourd'hui, les épreuves de la vie redessinent la carte du social »

La vraie vie des Français n'est pas dans les grandes théories ou les moyennes statistiques. Les principaux mouvements sociaux de ces dernières années n'ont ainsi guère été éclairés par les travaux sur les structures globales de la société et les fractures territoriales qui avaient retenu l'attention et nourri les best-sellers de la période précédente. La vraie vie des Français n'a pas davantage été racontée par les sondages. Ceux-ci ont certes bien documenté la réorganisation des clivages politiques avec la montée en puissance des populismes et l'instauration d'un climat de défiance généralisée. Mais ils n'ont pas déchiffré la boîte noire des attentes, des colères et des peurs qui les fondaient. Cet essai propose des outils pour ouvrir et décrypter cette boîte noire. Il appréhende le pays de façon plus subjective, en partant de la perception que les Français ont de leur situation personnelle et de l'état de la société. Il se fonde pour cela sur une analyse des épreuves auxquelles ils se trouvent le plus communément confrontés.

Penser en termes d'épreuves

Cette notion d'épreuve a un double sens. Elle renvoie d'abord à l'expérience d'une souffrance, d'une difficulté de l'existence, de la confrontation à un obstacle qui ébranle au plus profond les personnes. Elle correspond aussi à une façon d'appréhender le monde, de le comprendre et de le critiquer sur un mode directement sensible, et de réagir en conséquence. Pour préciser cette approche, on peut en distinguer trois types :

– *Les épreuves de l'individualité et de l'intégrité personnelle.* Ce sont celles qui déshumanisent les femmes et les

hommes, atteignent leur moi profond et peuvent menacer psychologiquement et physiquement leur vie même. Il s'agit du harcèlement, des violences sexuelles, de l'exercice sur autrui d'une emprise, d'une manipulation, ou encore d'une mise sous pression pouvant conduire au burn out. Ce sont pour l'essentiel des pathologies de la relation individuelle qui s'exercent dans un face-à-face dévastateur. Mais elles ont aussi une dimension systémique quand elles se lient, par exemple, à la longue histoire de la domination masculine ou à certains modes d'organisation du travail. La sensibilité à ces épreuves n'a cessé de s'ac-

croître dans une société de plus en plus attentive au droit des personnes, comme l'actualité nous l'a montré. (...)

– *Les épreuves du lien social.* Tout en ayant un impact individuel, elles renvoient à des hiérarchies ou à des formes de domination qui ont une dimension collective. On peut notamment distinguer là les trois épreuves du mépris, de l'injustice et de la discrimination. Il s'agit dans ces trois cas de pathologies de l'égalité, au sens où ces mises à l'épreuve soulignent les obstacles qui sont mis à la constitution d'une société de semblables. Il s'agit là aussi de situations ressenties comme intolérables dans un monde où l'attention aux singularités et à la valeur intrinsèque de chaque individu s'est imposée comme une exigence démocratique élémentaire.

– *Les épreuves de l'incertitude.* Elles ont un double caractère. Elles tiennent d'abord à la situation qui résulte de l'effritement de la notion de risque pour caractériser les problèmes sociaux et leur mode de traitement assuranciel. De plus en plus de situations de précarité ou de pauvreté relèvent en effet de « panes de l'existence » ou d'événements fortuits qui ne rentrent plus dans les cadres de traitement des mécanismes traditionnels de l'Etat-providence. D'où l'accroissement du sentiment d'incertitude à un âge où les bouleversements économiques rendent par ailleurs l'avenir plus imprévisible. Pèsent en outre sur toutes les existences les nouvelles menaces d'humanité liées au dérèglement climatique ou aux pandémies, autant qu'aux incertitudes géopolitiques.

Ce sont ces différents types d'épreuves qui constituent le cœur de la préoccupation des gens. Les questions du pouvoir d'achat ou de l'accroissement des inégalités restent évidemment perçues comme centrales. Mais reste le sentiment diffus qu'il s'agit là de problèmes participant d'un système que l'on peut dénoncer mais dont on ne perçoit pas toujours les conditions concrètes de changement. D'où l'atmosphère contemporaine de désenchantement politique : on ne croit plus à une révolution qui instaurerait un ordre radicalement nouveau et domine une atmosphère d'impuissance. Les Français ne sont pas pour autant devenus passifs. Ils n'ont même jamais autant manifesté, pétitionné, échangé. Mais leur attention s'est davantage portée sur l'affrontement à ces épreuves dont l'effet paraît plus immédiat et plus directement sensible. C'est patent si l'on regarde la nature des mobilisations collectives et de l'attention publique de ces dernières années. Le mouvement #MeToo a ainsi été l'archétype des réactions de grande ampleur aux atteintes à l'intégrité individuelle (des femmes en l'occurrence). C'est aussi sur ce terrain que se sont situés les best-sellers comme *La Familia Grande* de Camille Kouchner ou *Le Consentement* de Vanessa Springora, sans compter l'écho rencontré par la révélation des violences sexuelles dans l'Eglise catholique. Le caractère inédit de l'irruption sur la place publique et les ronds-points des Gilets jaunes ne peut être de son côté appréhendé que s'il est rapporté à la dénonciation du mépris de « ceux d'en haut » et de l'injustice (comprise comme l'indifférence de la norme technocratique à la réalité de leurs situations vécues) qui a nourri leur protestation. L'onde de choc, dans l'Hexagone, du mouvement Black Lives Matter, ainsi que la montée en puissance de la dénonciation des contrôles d'identité au faciès ou encore les débats sur l'héritage colonial ne sont eux aussi compréhensibles que rapportés à la plus grande attention portée en général aux phénomènes de discrimination. Si l'on considère encore les protestations contre le projet de loi sur la réforme des retraites, il est patent qu'au-delà de l'étincelle première de la résistance des bénéficiaires de

régimes spéciaux, c'est le spectre d'une incertitude généralisée sur l'avenir de chacun qui a mis le feu à la plaine. Les mobilisations de jeunes sur le climat depuis l'automne 2019 ont de leur côté également participé d'une inquiétude générationnelle face à un avenir menaçant. La centralité prise par tous ces mouvements de réaction aux différentes catégories d'épreuves que nous avons mentionnées contraste singulièrement avec la nature des grands mouvements sociaux du passé, à l'instar de la longue grève emblématique de l'automne 1995, cantonnée à des revendications sociales dans la continuité des luttes syndicales traditionnelles. Le fait frappant a été à l'inverse celui de la relative absence syndicale dans les différents mouvements que nous venons d'évoquer, comme si c'était le champ même du « social » qui s'était déplacé avec eux.

C'est la prise en compte de ce déplacement qui est à l'origine de cet essai. Outre le glissement d'objet opéré par l'avènement de la catégorie d'épreuve qui s'est superposée et même souvent substituée à celle d'intérêt de classe pour décrire les affrontements qui dessinent les enjeux collectifs d'aujourd'hui, c'est aussi la notion même de classe qui semble moins pertinente. En témoigne à sa façon l'usage de plus en plus fréquent du terme de « classes populaires » en lieu et place de celui de classe ouvrière. Le passage du singulier au pluriel est en lui-même le signe d'une perplexité face à une complexification reconnue du monde social. Il mêle une évidence statistique et un flou sociologique. Les auteurs des nombreuses publications récentes sur le sujet parlent ainsi d'un monde social « fragmenté », « hétérogène » tant sont fortes les différences en son sein, d'un « grand corps démembré (...) dont l'organisation des parties est toujours en question ». En fait, derrière cette dénomination de « classes populaires » plane ce qui est de l'ordre d'un désarroi indissociablement intellectuel et politique : la difficulté à désigner un nouvel acteur central de l'émancipation sociale. On a ainsi justement parlé pour cela de « désarmement identitaire et politique ». Mais si la lutte des classes, dans son format d'origine, s'est érodée, les luttes, elles, subsistent sous les nouveaux atours des épreuves. Et de même que les luttes produisaient les classes dans la théorie marxiste, on peut dire aujourd'hui que ce sont les épreuves qui redessinent la carte du social. S'il a ainsi pour objet l'examen de l'affrontement aux épreuves de la vie, en partant de la compréhension en profondeur des ressorts de celles-ci, cet essai resserre en même temps la focale en ne s'attachant qu'aux épreuves du lien social et à celles de l'incertitude. (...)

Perspectives

Si l'économie des rapports de production et de distribution ainsi que la sociologie des déterminismes sociaux conservent leur pertinence pour connaître la société, il faut ainsi également forger de nouveaux outils pour la comprendre, avec ses ressorts internes comme avec les capacités de ses membres d'intervenir pour modifier son histoire. C'est la direction qu'indique la théorie des épreuves qui est esquissée ici. Cette réorientation fondée sur la réévaluation de la dimension subjective du monde social est décisive pour les citoyens, pour leur permettre de reprendre le contrôle sur leurs existences et rompre avec le sentiment contemporain d'impuissance. Mais elle est également politiquement essentielle. Pour ceux qui gouvernent, car s'ils ne se fient qu'aux statistiques et aux analyses « objectives » d'une société-système, ils s'avèrent incapables de transformer la réalité et d'avoir l'intelligence de leurs échecs. Pour ceux qui aspirent à gouverner, car ils ne pourront arriver au pouvoir que s'ils com-

prennent cette dynamique constituante des épreuves et se montrent soucieux d'entrer en résonance avec le paysage émotionnel du pays qui dessine son nouvel horizon d'attente. (...)

L'épreuve du mépris

Mépriser une personne, c'est l'estimer inférieure, indigne d'attention ou d'intérêt. Le mépris était l'un des traits les plus caractéristiques des sociétés aristocratiques fondées sur une stricte hiérarchie des rangs. En affirmant que la société ne pouvait être fondée que sur le droit naturel et l'unité sociale, les révolutionnaires de 1789 avaient aboli par décret cet ancien monde d'ordres séparés. Ils avaient en conséquence défini la nation comme « un corps d'associés vivant sous une loi commune ». (...) La nation était devenue de cette façon une communauté de fiertés. Les pesanteurs de la réalité ont ensuite opéré une marche arrière. Les immenses écarts entre les professions et la distribution des propriétés ont fait renaître des hiérarchies sociales et les barrières de classe se sont liées à l'expression de nouvelles formes de mépris, mettant à mal le projet de formation d'une société de semblables.

Ce retour du mépris s'est manifesté de diverses façons. D'abord, et principalement, sous les espèces les plus classiques d'un « mépris d'en haut », celui-ci ne pouvant certes plus s'exprimer sous les anciens modes d'une distance sociale institutionnalisée. Mais aussi à travers le déploiement de « cascades de mépris », permettant à des personnes dominées de compenser leur situation d'infériorité en méprisant à leur tour des personnes ou des groupes érigés en figures d'une plus grande infériorité sociale. C'est de cette façon que la domination de sexe, le rejet de l'étranger ou encore la stigmatisation de groupes racisés ont joué un rôle historique majeur dans le fonctionnement des sociétés démocratiques. Ces formes de « mépris d'en bas » ont de fait souvent servi de « soupapes de sûreté » pour canaliser et dévier en partie les conflits de classe. (...)

Le prolétaire du XX^e siècle avait ainsi pu se libérer de son propre ressentiment et surmonter son sentiment d'impuissance en devenant le membre d'un parti ou d'un syndicat œuvrant au changement de sa condition. C'est ce qui a perdu de sa force aujourd'hui, faisant ressurgir en conséquence une atmosphère de ressentiment largement disséminée dans le corps social. Il ne s'agit cependant pas d'un simple retour à une addition de ressentiments individuels. Le ressentiment est en effet devenu un des axes majeurs d'une certaine culture politique : celle du populisme. On a ainsi pu parler d'« entrepreneurs du ressentiment » à propos des partis qui l'incarment. Projeté dans la sphère publique, le ressentiment trouve une expression politique qui le conforte et l'anoblit d'une certaine manière. Il donne par ce biais un visage jugé légitimement haïssable à l'objet de ce ressentiment : celui d'une élite méprisante ou d'envahisseurs menaçants. En devenant le ressort d'une politique, le ressentiment se détache de l'impuissance qui l'accompagnait lorsqu'il était rapporté à la psychologie de l'individu. S'inscrivant dans un processus d'affirmation de soi, il devient alors de la « dynamite » pour reprendre les termes de Nietzsche, une « dangereuse matière explosive ». ■

« LE RESSENTIMENT EST DEVENU UN DES AXES MAJEURS D'UNE CERTAINE CULTURE POLITIQUE : CELLE DU POPULISME »

Pierre Rosanvallon

LES ÉPREUVES DE LA VIE

Comprendre autrement les Français

PIERRE ROSANVALLON

LES ÉPREUVES DE LA VIE - COMPRENDRE AUTREMENT LES FRANÇAIS

Pierre Rosanvallon, Seuil, à paraître le 26 août